Migrants : pression maximale sur la Grèce, menacée d'exclusion de Schengen

Adéa Guillot, Cécile Ducourtieux, Jean-Pierre Stroobants, *Le Monde*, 26 janvier 2016

La pression de l'Union européenne (UE) sur Athènes est encore montée d'un cran, lundi 25 janvier, alors que de plus en plus de pays – la Hongrie, l'Autriche, la Slovénie – réclament la fermeture de la frontière entre la Grèce et la Macédoine, afin de limiter drastiquement le flux des migrants et bloquer la « route des Balkans ».

Le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, a beau répéter qu'il n'est pas question d'isoler la Grèce – « *Il s'est toujours battu pour la Grèce et il continuera à le faire »,* affirme une source diplomatique –, les ministres de l'intérieur européens, réunis lundi à Amsterdam, ont demandé à la Commission d'activer l'article 26 du code de Schengen. Une procédure qui consiste à autoriser les contrôles aux frontières intérieures de l'espace sans passeport pour deux ans au maximum. Ce qui exclurait de fait la Grèce, première porte d'entrée des migrants en Europe, de la zone de libre circulation.

«Les cercles les plus conservateurs de l'Europe essaient de faire de la Grèce la source du problème migratoire», affirme Nikos Xydakis, le vice-ministre grec des affaires étrangères

Selon nos informations, la Commission examinera cette requête dès mercredi. Elle devrait d'abord procéder à une évaluation sur le terrain, à la frontière entre la Grèce et la Turquie, frontière extérieure de l'espace Schengen, puis soumettre cette évaluation au Conseil européen, qui devra l'approuver à la majorité qualifiée. La Grèce aura ensuite trois mois pour remédier au problème, ce qui semble illusoire étant donné les flux de migrants qui continuent de traverser la mer Egée malgré l'hiver (44 000 depuis le 1er janvier). Si le rapport conclut que sa frontière est encore trop peu surveillée, la Commission proposera que des pays membres soient autorisés à prolonger de deux ans les contrôles déjà mis en place à leurs frontières intérieures.

Le ministre français Bernard Cazeneuve laisse encore entrevoir une solution commune avec l'Allemagne : la Grèce échapperait à l'isolement si diverses conditions (dont un contrôle très strict de sa frontière avec la Turquie) sont rapidement remplies.

Du côté grec, c'est la stupeur et la colère. Dans une déclaration particulièrement virulente, le vice-ministre des affaires étrangères, Nikos Xydakis, a affirmé lundi que la Grèce protégeait *« les frontières extérieures de l'Europe »* et s'est refusé tout net *« à faire couler les barques de migrants et à noyer des femmes et des enfants »* en dénonçant *« les cercles les plus conservateurs de l'Europe qui essaient de faire de la Grèce la source du problème migratoire ».*

Les tensions montent à Idomeni

La frontière terrestre avec la Turquie a été fermée en 2012. Mais le flux de migrants passe essentiellement par la mer aujourd'hui. *« Comment sécuriser une frontière maritime ? En repoussant les bateaux, ce qui est illégal, en noyant tout le monde ? »,* ajoute une autre source gouvernementale. *« Nous demandons des renforts depuis juillet* [2015] e*t tout ce que nous avons obtenu, c'est une dizaine de machines d'enregistrement d'empreintes et quelques centaines d'agents de l'Agence européenne de surveillance des frontières Frontex pour enregistrer les migrants, là où il nous en faudrait plus d'un millier. Dire que la Grèce ne fait pas son travail et ne demande pas d'aide est un mensonge. »* A Bruxelles, beaucoup reprochent à la Grèce d'avoir tardé à demander de l'aide.

Depuis qu'en décembre 2015 les frontières macédoniennes et serbes ont commencé à filtrer les migrants en ne laissant passer que ceux considérés comme de potentiels réfugiés (Syriens, Afghans et Irakiens), la Grèce est débordée. Elle n'a pas les infrastructures pour héberger les milliers de migrants, principalement des Maghrébins et des Pakistanais, bloqués dans le pays. Et les tensions montent. Dans le camp de transit d'Idomeni, à la frontière avec la Macédoine, un Pakistanais a été tué à l'issue d'une rixe avec des Afghans, lundi. A Athènes, le centre-ville renoue avec les images de centaines de migrants dormant sur les places publiques.

« Eriger une deuxième ligne de défense »

Sur les îles, la police refuse désormais d'enregistrer les Marocains ou les Algériens. Sans le laissez-passer officiel, il est ensuite impossible de prendre le bateau pour le continent. Conséquence : les camps de transit sont remplis de migrants économiques et le trafic de faux documents explose. Les autorités grecques demandent l'aide de Frontex pour organiser, depuis les îles mêmes, leur renvoi vers la Turquie*. « Le Maroc ou le Pakistan refusent de reprendre leurs nationaux, alors nous demandons aussi à l'Europe de faire pression sur la Turquie pour qu'elle honore les accords de réadmission signés avec Athènes et avec l'UE »,* explique une source proche du dossier.

Le gouvernement grec est soumis à une autre pression : la Commission doit examiner la possibilité que l'agence Frontex apporte son assistance à la frontière entre la Macédoine et la Grèce. Jean-Claude Juncker exclut un déploiement de Frontex dans un pays non membre de l'UE, mais étudie *« des moyens d'assistance alternatifs ».* « *Il faut ériger une deuxième ligne de défense »,* glisse un diplomate européen.

« Pourquoi assister la Macédoine au lieu de nous aider, nous ? », s'interroge un haut responsable grec. *« Nous avons besoin de solidarité européenne, pas d'être refoulés de Schengen, car alors Frontex n'aura même plus mandat pour nous aider puisque nous ne serons plus la frontière extérieure. C'est une politique irresponsable. »*